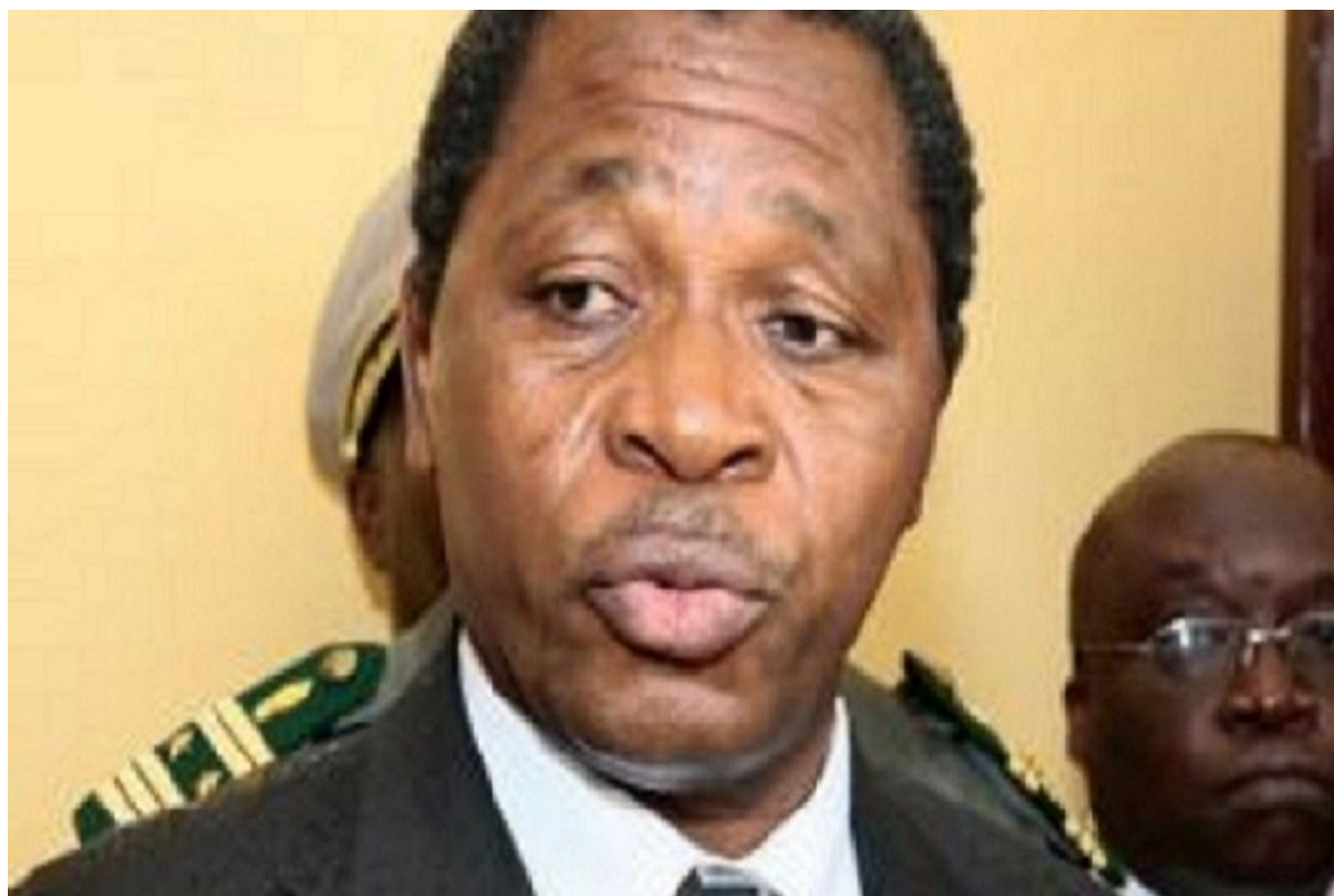




La commission d'enquête mise sur pied par le Président de la République au lendemain de la tuerie de Ngarbuh dans la Région du Nord-Ouest, le 14 février 2020, a publié son rapport le mardi 21 avril 2020.

Comme l'avait soutenu l'Eglise catholique, la société civile et l'ONG internationale Human Rights Watch (HRW), la responsabilité des hommes en tenues est clairement établie dans le rapport. Contredisant ainsi le porte-parole de l'armée Cyrille Atonfack, et le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, qui affirmaient que l'armée n'était en rien coupable d'un «massacre » à Ngarbuh.

L'on se rappelle aussi que le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atangta Ni était monté au créneau lors d'une conférence de presse, pour accuser certains médias, à l'instar d'Equinoxe TV, Radio Balafon, Quotidien Le Jour...d'être dans une « démarche conspirationniste » contre l'armée, en les assimilant à **Radio Mille collines**.

Bien plus, le super Chef de Terre avait accusé ces médias et les ONG telles que le Redhac, Human right watch et Amnesty international, d'avoir reçu 5 milliards de FCFA pour produire des faux rapports sur le Cameroun.

Aujourd'hui les voix se lèvent, le ministre de l'Administration Territoriale est invité à revenir sur

ses déclarations pour faire amende honorable.